

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

22^{ème} année - N° 4069 - Lundi 21 Février 2022 - Prix : 200 Fc

POLITIQUE

L'opposition a célébré les accords de Fomboni



L'opposition à Mohéli pour célébrer les 21 ans des accords de Fomboni.

COMORES/OMS :
**L'OMS prévoit 2,7 millions de dollars
pour les plans de travail 2022-2023**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

TÉLÉCOMMUNICATION

Ali Hadji Mmadi : "notre objectif est d'assurer le développement et l'utilisation de l'internet"

Chapitre Comores (Isoc-Comores) a tenu une assemblée générale le samedi 19 février 2022 à Moroni. C'était l'occasion pour cette association de faire un bilan de l'année dernière, mais aussi de mettre en place le programme de cette année.

Étant membre de (Internet Society), Isoc-Comores a pour mission principale d'assurer l'essor, le développement ouvert, l'évolution et l'utilisation des bénéfices de toutes et de tous à travers les Comores. Chapitre Comores (Isoc-Comores), a tenu une assemblée générale le samedi 19 février 2022 à Comor'Lab pour faire un bilan de l'année dernière, mais aussi de mettre en place le programme de cette année. Elle songe organiser des formations pour renforcer les capacités d'utilisation de l'internet, et sensibiliser la population sur l'importance, les atouts et les contraintes de l'internet.

« Notre objectif est d'assurer le développement et l'utilisation de



Isoc-Comores a tenu sa Assemblée générale à Moroni.

l'internet dans le pays, de réunir toutes les parties prenantes pour échanger et partager les expériences autour de la promotion de l'utilisation et du développement de l'internet aux Comores. Et d'encourager et de promouvoir l'environnement réglementaire et les politiques favorisant l'accès, le service universel,

liberté d'expression sur internet et la diversité. Sans oublier de mettre en valeur les expériences acquises, en offrant un premier niveau d'information, en soutenant aussi l'éducation, le renforcement de capacités et favorisant les contacts des membres entre eux et avec les autres membres de l'Internet Society », indique le

président de Isoc Comores, Ali Hadji Mmadi.

Selon lui Isoc accompagne les communautés et les établissements scolaires pour qu'ils puissent avoir accès à l'internet. Et cela fait partie des programmes d'Internet Society. « On s'engage à faire le document, et les procédures qu'il faut pour

qu'une communauté ou un établissement bénéficie de l'appui financier lui permettant d'avoir l'internet. Notre association fait en sorte de faire avancer et développer l'internet, pour avoir surtout une bonne connexion permanente dans les communautés. Car cela est devenu très important dans ce monde d'aujourd'hui », montre-t-il.

L'ISOC-Comores a pu réaliser pas mal de formations au cours de l'année passée. Il s'agit des formations sur le Fake News, la cybercriminalité et de la sensibilisation, mais aussi montrer comment utiliser d'une manière adéquate l'internet. « Pour cette année, nous allons également organiser des formations pour renforcer les capacités. Sachant qu'il est indispensable de protéger et informer les utilisateurs de l'internet aux Comores sur leurs droits et devoirs et d'assurer la veille de l'internet sur le plan technologique et matériel », conclut-il.

Nassuf Ben Amad

UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique, de la Formation et de l'Insertion Professionnelle



Agence Française de Développement

الجمهورية
وحدة - تضامن - تنمية
وزارة التربية الوطنية والتعليم
والبحوث العلمي

Projet Professionnalisation de l'offre de formation et Insertion (PROFI)

Avis d'appel à candidatures pour le recrutement du personnel clé de la Cellule de Gestion du Projet

1. Contexte

Le Gouvernement comorien a obtenu en 2021, un financement de l'AFD d'un montant de 16,5 millions d'euros destiné au financement du Projet **Professionnalisation de l'offre de formation et Insertion (PROFI)** - CKM1114/PROFI, qui sera mis en œuvre sur la période 2022-2027. Le PROFIT a pour objectif de renforcer l'offre de formations techniques, professionnelles et scientifiques afin d'améliorer l'employabilité des jeunes et répondre aux besoins de développement de l'économie comorienne. Ce projet s'inscrit dans le volet « insertion économique et sociale de la jeunesse comorienne » du **Plan de Développement France Comores (PDFC)**, signé le 22 juillet 2019 entre l'Union des Comores et la France.

Pour atteindre son objectif, le PROFIT accompagnera **cinq filières stratégiques (Agriculture ; Construction ; Technologies Industrielles ; Numérique ; et Environnement)**, sur des parcours de formation de **Bac-3 à Bac+5**.

Le PROFIT interviendra au niveau des établissements publics de formation suivants :

- **Au niveau secondaire** : l'Ecole Nationale Technique et Professionnelle (ENTP - Anjouan) ; le Centre National Horticole (CNH - Grande Comore) ; le Lycée Polytechnique de Chouani (LPC - Grande Comore) ;
- **Au niveau supérieur** : deux composantes de l'Université des Comores (UDC) : l'Institut Universitaire de Technologie (IUT - site de Moroni à Grande Comore et site de Patsy à Anjouan) et la Faculté des Sciences et Techniques (FST - site de Moroni, Grande Comore et site de Patsy, Anjouan).

Dans ce cadre, l'intervention du PROFIT portera sur :

- La rénovation et l'extension de locaux pédagogiques (dont des halls de technologie) ;

- L'achat d'équipements pédagogiques adaptés aux besoins ;
- La révision et la création de diplômes dans les filières et les établissements soutenus.

La maîtrise d'ouvrage du PROFIT est confiée au **Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique, de la Formation et de l'Insertion Professionnelle (MENERSFIP)**, pour le compte de l'Union des Comores. Le MENERSFIP est responsable de la préparation, de l'exécution et de la validation des volets techniques. La gestion opérationnelle est confiée à une Cellule de Gestion du Projet (CGP), créée au sein du MENERSFIP et rattachée au Cabinet du Ministre et dont le fonctionnement est financé sur les ressources du PROFIT.

La CGP est responsable de (i) la coordination générale de la mise en œuvre ; (ii) la gestion administrative et financière ; (iii) le suivi et l'évaluation ; (iv) l'ordonnancement des dépenses ; (v) la tenue et la présentation des comptes ; (vi) la préparation des rapports d'exécution techniques et financiers.

Afin d'assurer la mise en œuvre globale du PROFIT, il est prévu de doter la CGP du personnel nécessaire à son fonctionnement. Le présent avis d'appel à candidatures a pour objet de recruter le personnel listé ci-dessous :

1. **Le/la Coordinateur/trice ;**
2. **Le/la Responsable Administratif/ve et Financier/ère et Administratif/ve ;**
3. **Le/la Responsable de la Passation des Marchés ;**
4. **Le/la Responsable du Suivi-Evaluation et de la Communication ;**
5. **Le/la Responsable du suivi des Infrastructures et des Enjeux Environnementaux et Sociaux.**

Les termes de référence complets de ces postes sont à retirer au Secrétariat Général du Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique, de la Formation et de l'Insertion Professionnelle (MENERSFIP). Ils peuvent également

être obtenus en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessous :
recrutementprofi2022@gmail.com

2. Dossier de candidature

Les candidats intéressés devront soumettre un dossier de candidature en langue française comprenant :

- Une lettre de motivation qui démontre clairement les liens entre les exigences du poste et l'expérience du/de la candidat(e) (maximum 2 pages) ;
- Un curriculum vitae (CV) détaillé ;
- Une copie certifiée de tous les diplômes et des attestations mentionnées dans le curriculum vitae (CV) ;
- Les attestations de service ou preuves attestant de l'expérience professionnelle du candidat ;
- Coordonnées de trois (3) personnes de référence (nom, prénom, titre, structure, téléphone, courriel).

3. Délai et lieu de dépôt des candidatures

Le dossier de candidature **complet** devra être adressé à **Monsieur Le Secrétaire Général du Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique, de la Formation et de l'Insertion Professionnelle**, et déposé à l'adresse ci-dessous :

Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique, de la Formation et de l'Insertion Professionnelle
Boulevard de la corniche,
Route de la présidence,
Moroni - Union des Comores

La date limite de dépôt du dossier est fixée au 12 /MARS/ 2022 à 12 heures.

POLITIQUE

L'opposition a célébré les accords de Fomboni du 17 février

17 février 2001, 17 février 2022, cela fait 21 ans depuis que les accords cadre de réconciliation nationale ont été signés à Fomboni, devant la communauté internationale. L'opposition a saisi l'opportunité de ce climat d'apaisement qui règne ces derniers temps pour se réunir vendredi dernier à la salle multifonctionnelle de Fomboni, et faire le point.

Des partis et des personnalités politiques de l'opposition venus de Ngazidja et de Ndzuani ont rencontré leurs collègues de Mohéli vendredi dernier à la salle multifonctionnelle pour commémorer la journée du 17 février. « Voilà 21 ans qu'a été signé dans la douleur, l'accord cadre de réconciliation nationale à

Fomboni, mettant fin à 3 décennies d'instabilité politique dans le pays » rappelle d'emblée Charif Mhadji, membre du M17 lors de son intervention d'ouverture. « Nous voici réunis aujourd'hui pour commémorer dans la joie et l'espoir cet anniversaire oh combien louable. L'honneur m'échoit au nom de toutes les forces vives comoriennes partis et personnalités politiques d'une part et toutes les organisations de la société civile d'autre part, de rappeler les acquis de la réconciliation nationale qui se base sur la confiance entre les populations pour édifier un nouvel ensemble comorien dont les bases essentielles reposent sur la présidence tournante avec un mandat unique, l'autonomie des îles et l'équilibre politique entre les îles et l'Union des Comores » a-t-il pour-

suivi.

À ce jour, selon cet ancien Ministre, force est malheureusement de constater que des entorses graves ont été portées à cette cause par, d'abord des révisions perpétrées par monsieur Ahmed Abdallah Sambi alors président de l'Union, malgré l'opposition de la grande majorité des comoriens et puis tout récemment par la mise en place d'une nouvelle constitution avec monsieur Assoumani Azali, avec pour conséquence l'abandon de la présidence tournante et de l'autonomie des îles, des conditions sine qua non pour un développement harmonieux de notre pays. « La notion d'équilibre politique du pouvoir n'existe que par le nom » déplore-t-il.

Même son de cloche, pour Mouigni Baraka Said Soilih, l'an-

ancien gouverneur de Ngazidja, Dr Karihila et Mohamed Elarif Oukacha, « tous les acquis émanant de l'accord cadre de réconciliation des Comores à commencer par la constitution de 2001 sont purement et simplement supprimés rendant notre pays vulnérable au risque d'éveiller des vieux esprits d'antan ».

Selon Charif Mhadji, la centralisation des pouvoirs aux mains d'une seule personne, en l'occurrence Monsieur Azali Assoumani ou de ses proches n'est pas de nature à apporter à notre peuple des solutions adéquates dont les revendications à longueur de journée sont difficilement calculables. Pour lui, la sécurité et la justice semblent passer aux oubliettes.

« Les viols des mineurs, les assassinats et la vie chère devenus

le quotidien des comoriens » fait-il savoir avant de lancer un appel : « Nous invitons toutes les forces vives de la nation et dans leur diversité à se mobiliser avec force et détermination en faveur de ces accords cadre pour la réconciliation des Comores ». Et de remercier l'implication de l'Union africaine, l'Union européenne, la Ligue des états Arabes et de l'OIF lors de ces accords. L'Ambassadeur Kamardine, viendra à son tour lire en français l'intégralité du contenu du document de cet accord cadre qui sera traduit en comorien par l'ancien gouverneur Mohamed Archad, l'un des témoins de la signature de cet accord.

Riwad

DÉFENSE

Des éléments de l'AND formés sur cinq modules militaires

Le délégué en charge de la défense avec l'appui des Forces Armées de la Zone Sud de l'Océan indien a débuté une formation depuis le 14 février dernier. Il s'agit d'une formation en technique de combat en zone urbaine, formation sur le tir, la gestion des stocks sur l'administration, le secourisme et une formation mécanique.

Une mission des Forces Armées de la Zone Sud de l'Océan Indien (FAZOI) séjourne aux Comores depuis le 14 février dernier. Conduite par le lieutenant Cristu du Département d'Instruction Opérationnelle (DIO), ils vont mener différentes formations pour les éléments de la Force

Comorienne de Défense mais aussi de la gendarmerie nationale. Ces derniers seront formés du 14 au 25 février au camp d'Itsoundzou sur les techniques de combat en zone urbaine, le tir, la gestion des stocks sur l'administration, le secourisme et sur une formation mécanique.

« Au total, ils sont 15 personnes à bénéficier de cette formation. Et encore une fois, cette mission témoigne des bonnes relations entre les Comores et la France côté sécuritaire », avance Youssoufa Mohamed Ali, le Délégué en charge de la défense. Ce dernier salue les efforts de l'ambassadeur de France à Moroni qui ne cesse de renforcer les liens entre les deux pays. « Prochainement nous allons recevoir

l'état major des FAZOI. Et tout cela montre l'excellente coopération », précise-t-il.

Pour rappel, une délégation de la FAZOI avait séjourné aux Comores en décembre dernier. Composée d'officiers et sous-officiers de la zone dont La Réunion, conduite par le général Laurent Cluzel, ils étaient reçus par le cabinet du président de la République en charge de la défense de l'époque, le chef de l'Etat mais aussi le ministre de l'intérieur. Il s'agissait d'une visite de trois jours qui rentre dans le cadre de la coopération entre les Comores et la France scellée par l'accord de partenariat de défense signé en septembre 2010.

Kamal Gamal



La mission FAZOI reçue par le Délégué à la défense.

COMORES/OMS :

L'OMS prévoit 2,7 millions de dollars pour les plans de travail 2022-2023

Le ministère de la santé et l'OMS à travers le bureau pays ont signé le plan de travail biennal de 2022-2023. Cette signature de plus d'un milliard de franc comorien a pour but d'appuyer le pays dans la continuité des services de santé.

La ministre de la santé Loub Yakouti Attoumane et le représentant de l'OMS aux Comores Dr Diarra Abdoulaye ont procédé jeudi 17 février dernier à la signature du protocole de planification et de financement des plans de travail biennal 2022-2023 du secteur de la santé. Cette enveloppe de 2.775.633 dollars, soit plus de 1 milliard de francs comoriens, a pour

but d'appuyer le pays dans la continuité des services de santé et dans le renforcement du système national de

santé, comme le recommande la couverture sanitaire universelle. La ministre de la santé a profité de cette

occasion pour exprimer sa satisfaction de sa fructueuse collaboration avec la directrice régionale de l'OMS pour la région Afrique Dr Moeti Matshidiso. « Cette dernière est restée constamment à l'écoute de notre ministère, de nos besoins pour la santé de la population, surtout dans la gestion de la pandémie de Covid-19. Je salue le bureau pays de l'OMS qui joue bien son rôle de premier conseiller du ministère de la santé », précise-t-elle.

De son côté, le représentant de l'OMS Dr Diarra Abdoulaye a salué la ministre et tous les collaborateurs nationaux pour leur engagement et leur disponibilité, dans l'élaboration de ces plans de travail biennal. Il a rassuré sur la disponibilité des trois

niveaux de l'OMS à accompagner les Comores dans l'atteinte des objectifs du Plan Comores Emergent et le volet santé du plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable.

Pour rappel, les activités décrites dans les Plans de travail biennal entre l'OMS et le ministère de la santé sont issues d'une collaboration technique et scientifique entre les deux parties et elles sont axées sur les priorités du pays en matière de santé. Et en cas d'urgence sanitaire qui pourrait surgir dans cette période, l'OMS va mettre d'autres moyens exclusivement réservés aux urgences de santé publique.

Andjouza Abouheir



Signature du protocole d'accord OMS et ministère de la santé.

COVID-19

" Le virus ne circule plus à Mohéli, mais la vigilance est de mise "

La coordination insulaire de prévention et de riposte contre la covid-19 vient d'annoncer ce vendredi que depuis 33 jours elle n'a enregistré aucun nouveau cas positif de covid-19 après 100 dépistages en moyenne par jour. Et jusqu'à ce dimanche 35ème jour, la tendance reste la même.

La coordination insulaire de lutte contre la covid-19 avait réuni la presse locale ce vendredi dans les locaux de la DRS Mohéli dans un point de presse. C'était sur la situation épidémiologique qui prévaut dans l'île actuellement. Après un bref bilan de la pandémie depuis le début, le coordinateur Dr Hassanaly Abdoulanziz a encore une fois remercié la population mohélienne pour sa collaboration qui a été, pour le coordinateur, exemplaire. Il a remercié également le personnel de santé et les différentes équipes de terrain pour leur engagement et les partenaires à la santé.

« Depuis environ 6 mois nous

procédons régulièrement à des prélèvements de 100 personnes par jour en moyenne dans le cadre de la surveillance épidémiologique » précise Dr Abdoulanziz avant d'annoncer que « depuis 33 jours nous sommes toujours à 0 cas. Cela veut dire que nous avons fait beaucoup d'efforts pour arriver à ce stade et nous sommes en mesure de dire que le virus ne circule plus au niveau de notre île ».

Cependant, le coordonnateur informe la population que la vigilance est de mise « il faut que chacun soit vigilant et veille à ce qu'il n'y ait pas introduction de personnes vivant avec la covid-19 dans l'île, d'où l'intérêt d'effectuer régulièrement des dépistages ».

Dr Abdoulanziz annonce ensuite que les prélèvements qui ont été envoyés à l'institut de recherche médicale Kényane (KEMRI) ont montré que c'est le variant delta qui a sévi dans l'île. Par contre à Ngazidja et à Ndzouani, il y a les deux variants delta et omicron qui circulent.

Dr Abdoulanziz coordonnateur de la lutte contre la covid19 à Mohéli.



Quant à la vaccination, le coordinateur rappelle que 44% de la population totale soit 83% des personnes ayant plus de 18 ans ont été vaccinés et d'ici un mois et demi les

enfants de 12 à 17 seront vaccinés avec le Pfizer pour espérer atteindre l'immunité collective avec la couverture de 60%.

Riwa

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 A.O. Yazid
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riward
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45



AVIS DE RECRUTEMENT



1. GENERALITES

Titre du Poste : Responsable de Suivi Stratégique.

Durée du Contrat : 18 mois

Lieu d'affectation : Siège du CCM-Comores, Bâtiment Direction National de lutte contre le SIDA

Prise de Fonction : 15 Mars 2022

Statut Contractuel : Personnel du Secrétariat Exécutif Permanent

Le CCM Comores est une Instance de Coordination Nationale des Projets financées par le Fond Mondial de lutte contre le VIH/SIDA, la Tuberculose et le Paludisme crée dans le cadre des directives du Fond Mondial, par arrêté ministériel N°02-08/MSPASCF/CAB du 09 mars 2002.

A ce titre, il recrute un (e) Responsable de Suivi Stratégique des subventions financées par le mondial dans le cadre des activités « **Evolution CCM** »

2. OBJECTIF DU POSTE

- Favoriser la réussite des discussions et de la prise de décision analytiques et fondées sur des données, et leur apporter un appui.
- Apporter un appui à la planification et à la mise en œuvre du suivi stratégique
- Apporter un appui technique et administratif au comité de suivi stratégique du CCM

3. TACHES

- Mettre à jour le plan de suivi stratégique du CCM en coordination avec le secrétaire exécutif et le comité de suivi stratégique, et obtenir la pleine approbation de ce plan le CCM. Le responsable du suivi stratégique veillera à ce que le plan définisse les activités, les outils et les méthodes spécifiques pour la collecte et l'analyse des données

ainsi que la communication de rapports sur les données, les responsabilités des personnes ou des circonscriptions, les éléments et indicateurs pertinents en lien avec la gestion des risques, et la concrétisation des engagements en matière de cofinancement et de suivi du cofinancement. Le responsable du suivi stratégique veille à ce que le plan, qui doit être adapté aux objectifs et priorités de la subvention du pays, soit mis en œuvre.

- Apporter une assistance au comité de suivi stratégique dans la mise en œuvre du plan de travail annuel Relatif au suivi stratégique. Garantir l'exécution des activités de suivi stratégique (collecte d'informations, analyse, présentation de recommandations à l'assemblée générale de CCM, suivi des initiatives décidées par le CCM et partage régulier des informations de suivi stratégique avec le Fonds mondial).

- Échanger et assurer la coordination avec les bénéficiaires principaux pour la préparation et la présentation de rapports de suivi stratégique (fondés sur les principales informations obtenues grâce au tableau de bord du CCM, aux rapports sur les résultats actuels/demandes de décaissement, aux tableaux de bord de la gestion de la subvention, et/ou à d'autres outils disponibles).

- Mettre au point et fournir des modèles adaptés de tableaux de bords et faire la liaison avec les bénéficiaires principaux pour établir des procédures et des formats clairs permettant le partage régulier d'informations.

4. COMPETENCES ET QUALIFICATIONS REQUISES :

Le candidat à ce poste devra avoir les qualifications et remplir les conditions sui-

vantes :

- Degré en santé publique, Médecines, finances, science sociales ou équivalent.
- Avoir minimum un diplôme d'étude supérieur (minimum bac+5 ou équivalent) sur le domaine de statistique ou épidémiologie ;
- Au moins 3 ans d'expérience en suivi et évaluation ou suivi stratégique de projets/programmes.
- Expérience de la mise en œuvre de systèmes de suivi et d'évaluation à l'échelle d'un projet ou d'un pays.
- Connaissance souhaitée de la politique relative aux CCM et de la fonction de suivi stratégique du Fonds mondial.
- Connaissance des processus du Fonds mondial relatifs à la transition et des orientations du Fonds mondial pour la pérennité, la transition et le cofinancement (souhaitée).
- Connaissance des structures du système de santé national.
- Connaissance des indicateurs épidémiologiques pour le VIH, la tuberculose et le paludisme, et des indicateurs financiers.
- Expérience du travail en matière de gouvernance faisant intervenir de nombreuses parties prenantes.
- Maîtrise de la collecte et de la triangulation de données, et de l'analyse d'informations émanant de différentes sources.
- Compétences en analyse stratégique et établissement de rapports pour l'appui à la prise de décisions en matière de politiques.
- Aptitude à synthétiser les informations financières, programmatiques et de gestion.
- Maîtrise de Microsoft Office, en particulier Microsoft Excel et Microsoft Project ou autre.
- Capacité à travailler efficacement avec les membres du personnel et les organisations partenaires. Excellentes qualités relationnelles et aptitude avérée à communiquer et échanger avec des fonctionnaires de haut niveau du gouvernement, des ONG, des organismes des Nations Unies et du secteur privé.

les et aptitude avérée à communiquer et échanger avec des fonctionnaires de haut niveau du gouvernement, des ONG, des organismes des Nations Unies et du secteur privé.

- Solides compétences en rédaction, présentation, facilitation et communication.
- Aptitude à gérer un grand nombre de tâches simultanément, à définir des priorités et à travailler en autonomie aussi bien qu'en équipe.

Le dossier de candidature doit comporter :

- CV détaillé avec photo récente et coordonnées pour contact rapide ;
- Lettre de motivation manuscrite ;
- Photocopie de la carte nationale d'identité Comorienne ;
- Photocopie des diplômes et des certificats de travail ;
- Attestation des formations continues suivies ;
- Noms, adresses, téléphones des personnes références à contacter ;
- Tout autre document justifiant votre expérience.

Le dossier doit être adressé au président du CCM-Comores sous pli fermé, avec mention « **Recrutement au poste de chargé de Responsable de Suivi Stratégique** » au plus tard **le lundi 7 Mars 2022 à 15h00 à l'adresse suivante :**

Bureau de secrétariat permanent du CCM-Comores, Ministère de la santé, immeuble de la fonction publique (à l'étage).

NB : Seuls les candidats retenus, seront contactés.

FOOTBALL, MATCHS AMICAUX

Les Comores en amical face à l'Éthiopie en mars à Maluzini

Pour leur première sortie après la Coupe d'Afrique des Nations, les Cœlacanthes feront face en amical aux Antilopes Walya d'Éthiopie à la prochaine fenêtre FIFA de mars.

Après un huitième de finale à la CAN 2021, les Comores se penchent déjà dans la préparation des éliminatoires de la CAN 2023. Les Cœlacanthes accueilleront l'Éthiopie en amical

le 25 mars au Stade de Maluzini. Soit un an jour pour jour après la qualification historique à la CAN 2021.

L'occasion pour les coéquipiers de Chaker Alhadhur de communier avec leurs supporters. Ils sont attendus à Moroni le 21 mars. Au programme, une réception au palais présidentiel de Beit-Salam et une tournée dans les îles. Encore sous contrat avec la FFC jusqu'à juillet 2022, l'avenir du sélectionneur

Amir Abdou avec les Comores est encore incertain.

Du côté de la fédération, l'instance faitière a fait savoir qu'elle aimerait bien poursuivre l'aventure avec le technicien. Au poste de sélectionneur depuis janvier 2014, Amir Abdou serait sur le départ. Il aurait reçu des propositions intéressantes pour prendre la tête d'une sélection africaine.

Boina Houssamdine



Ahmed-Mogni

La Gazette des Comores
BP 2216 Moroni - UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 - 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse postale : _____ email : _____

Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :

3 mois Montant : _____
6 mois Montant : _____
12 mois Montant : _____

Mode de règlement :

Espèces
Chèque n° _____
Virement bancaire réf. : _____

Moroni le,

Signature :

Tarifs d'abonnement

(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Anuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127

UNION DES COMORES

Programme Régional d'Infrastructures de Communication (RCIP-4)

DAO No : N ° 2022/09/ RCIP4 / EQ/CYBERS

Financement : Association Internationale de Développement (IDA)

Financement : Don IDA No D 3820-KM

Intitulé du Marché : **Acquisition et installation des équipements pour la mise en place d'un centre de traitement des urgences informatique «CERT/CSIRT» en Union des Comores**

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a obtenu en 2018 un Don Additionnel de USD 10 Millions (D 3820-KM) de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour financer la Quatrième Phase du Programme Régional d'Infrastructures de Communication (RCIP-4) et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce Don pour effectuer les paiements au titre des contrats suivants : « **Acquisition et installation des équipements pour la mise en place d'un centre de traitement des urgences informatique «CERT/CSIRT» en Union des Comores** ».

2. Le Projet RCIP4 invite par la présent Appel d'Offres International, qui est constitué d'un seul lot, les soumissionnaires éligibles à présenter, sous pli fermé, leurs offres pour les Prestations de fourniture de services, de matériels et de systèmes, leur intégration technique et l'appui à leur déploiement. Ces équipements et services se présentent ainsi : Acquisition et installation des équipements pour la mise en place d'un centre de traitement des urgences informatiques «CERT/CSIRT» en Union des Comores et les travaux et accessoires afférents.

3. La procédure sera conduite par mise en concurrence internationale en recourant à un Appel d'Offres (AO) telle que définie dans le « Règlement applicable aux Emprunteurs – Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement (version juillet 2017 révisé en 2018, et 2020) de la Banque Mondiale (« le Règlement de passation des marchés »), et ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles

tels que définis dans les Règles de passation des marchés.

4. Les soumissionnaires éligibles intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires et inspecter le dossier d'appel d'offres au bureau du Projet (Régional d'Infrastructures de Communication (RCIP-4) : BP : 69 88-Moroni Rue Auberge- Palace Cour Suprême -Coulée, Logement N°ZE 27, Tél (269) 773 99 00, - Moroni-COMORES, adresse mail : prci.procure@gmail.com

5. Le Dossier d'Appel d'offres en Français peut être acheté par les soumissionnaires intéressés sur soumission d'une demande écrite à l'adresse indiquée ci-dessus et suite au règlement d'un droit non-remboursable de « **trente mille (30 000 KMF)** Francs comoriens ou son équivalent dans une monnaie librement convertible » (1) ;

6. Les offres devront être remises à l'adresse ci-dessous (2) au plus tard au bureau du Projet (Régional d'Infrastructures de Communication (RCIP-4) : BP : 69 88-Moroni Rue Auberge- Palace Cour Suprême -Coulée, Logement N°ZE 27, Tél (269) 773 99 00, - Moroni-COMORES, adresse mail : rcip.procure@gmail.com.

7. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées ;

8. Les offres doivent être soumises à l'adresse ci-dessus au **plus tard le lundi 28 février 2022 à 11 heures 00 min**, heure locale-Union des Comores et doivent être accompagnées d'une garantie de soumission d'un

montant de sept mille (7 000) euros.

9. Les offres doivent être valides durant une période de **quatre-vingt-dix (90) jours** suivant la date limite de dépôt des offres.

10. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui désirent être présents et ce le **28 février 2022 à 11 heures 30 min**, Heure Local en Union des Comores dans le bureau des Projets (Programme Régional d'Infrastructures de Communication (RCIP-4) et ProjetRCIP4: BP : 69 88-Moroni Rue Auberge- Palace Cour Suprême -Coulée, Logement N°ZE 27, Tél (269) 773 99 00, - Moroni-COMORES, adresse mail : rcip.procure@gmail.com

Lancé le 28 janvier 2022

Nb

1) La procédure d'acheminement est généralement la poste aérienne pour l'étranger et la poste normale ou l'acheminement à domicile localement, ou par voie électronique si autorisée. Pour des raisons d'urgence ou de sécurité, l'acheminement à domicile peut être exigé pour l'étranger. Avec l'accord de la Banque Mondiale, les documents peuvent être distribués par courriel, téléchargés à partir d'un site autorisé ou d'un système d'achat électronique.

2) Indiquer l'adresse pour le dépôt des offres si elle est différente de l'adresse de consultation ou de retrait du document.

UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement



جمهورية القمر المتحدة

وحدة - تضامن - تنمية

وزارة المالية والميزانية والقطاع
المصرفيMINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET
ET DU SECTEUR BANCAIRE

APPEL A CANDIDATURE

Avis de recrutement pour le poste de :
Directeur Général (DG) de la Banque Postale des Comores

Faisant suite au Décret présidentiel du 02 septembre 2020 qui annonce la création de deux entités issues de la scission de la SNPSF, le ministère des finances du budget et du secteur bancaire (MFBSB), représentant l'actionnaire unique de la future Banque Postale des Comores souhaite recruter le (la) Directeur(trice) Général(e) de l'entité à créer.

La vision de l'Etat actionnaire est de faire de la Banque Postale des Comores un acteur de référence dans la promotion de l'inclusion financière aux Comores. Pour ce faire, elle aura pour mission d'offrir des produits et services abordables et accessibles à tous les comoriens, principalement à la population exclue du système financier classique.

La Banque Postale devra véhiculer des valeurs :

- * de citoyenneté à travers une offre inclusive,
- * de proximité avec sa clientèle,
- * de confiance en faisant de la conformité et de la transparence son fer de lance
- * et d'innovation en proposant une offre innovante et adaptée aux besoins de sa clientèle.

Description du poste :

Le DG aura pour mandat d'assurer la direction et la gestion de la banque à la lumière des orientations stratégiques établies dans le contrat signé par la banque et le MFBSB. Le DG s'acquittera de la totalité de ses fonctions conformément aux textes réglementaires en vigueur, dont notamment :

- 1- Rendre compte au Conseil d'Administration sur tous les aspects pour lesquels il a été mandaté;
- 2- Travailler avec le Conseil d'Administration dans le cadre du contrat signé entre l'Etat et la Banque en mettant en place les plans d'action, les budgets adéquats, les systèmes et les procédures;
- 3- Piloter une équipe de direction efficace et cohérente pour permettre à la banque de mieux réaliser ses objectifs;
- 4- Savoir appréhender les évolutions à moyen et à long terme qui pourraient affecter la banque, de sorte que celle-ci puisse être constamment préparée / positionnée pour tirer avantage de ces évolutions ou pour minimiser leurs répercussions;
- 5- Gérer la banque de manière efficace et faire en sorte que la stratégie et les plans d'affaires soient effectivement mis en œuvre dans les limites des pouvoirs délégués par le Conseil, que les résultats soient surveillés et déclarés au conseil d'administration et aux comités qui en découlent, et que les objectifs stratégiques et opérationnels soient

atteints;

6- Gérer la banque de manière à créer de la valeur pour l'actionnaire ;

7- Gérer les risques pour le compte de l'actionnaire étatique afin de garantir la sécurité et la solidité de l'institution, ainsi que maintenir la confiance de toutes les parties prenantes;

8- Identifier et communiquer au Conseil, tous les risques significatifs auxquels la banque pourrait être exposée ainsi que les plans et procédures d'atténuation de ces risques;

9- Consolider les réformes engagées et traiter les goulots d'étranglement opérationnels en vue d'améliorer l'efficacité et réaliser les objectifs attendus.

Profil recherché et expériences :

- * Titulaire d'un BAC+5 en économie, banque, gestion, finance ou comptabilité;
- * Expérience professionnelle de 10 ans dans le secteur bancaire ou des services financiers
- * Bonne connaissance de la réglementation bancaire
- * Très bonne connaissance des problématiques de l'exploitation commerciale (réseau, PME – PMI, etc.)
- * Sensibilité aux problématiques de risque et de conformité
- * Parfaite connaissance de l'environnement local du poste
- * La connaissance du mobile money serait un atout
- * Capacité à communiquer et sens de l'écoute
- * Sens de l'organisation et des priorités / rigueur
- * Leadership / Capacité à manager une équipe
- * Capacité d'analyse et de synthèse
- * Bonne maîtrise de l'outil informatique
- * La maîtrise de l'anglais serait un plus.

Par ailleurs, il doit satisfaire à toutes les conditions prévues par la législation en vigueur régissant le secteur bancaire et financier ainsi que le code des sociétés commerciales. Les candidats n'y répondant pas seront éliminés.

Procédure de soumission et date de clôture des candidatures :

Si vous souhaitez faire acte de candidature, veuillez adresser par email un CV, une lettre de motivation, vos prétentions salariales ainsi qu'une copie de vos diplômes en précisant en objet «**Recrutement DG Banque Postale des Comores**» à l'adresse suivante : dg.bp@finances.gov.km

La date de clôture des candidatures est le **24 Février 2022 à 23h59**.